

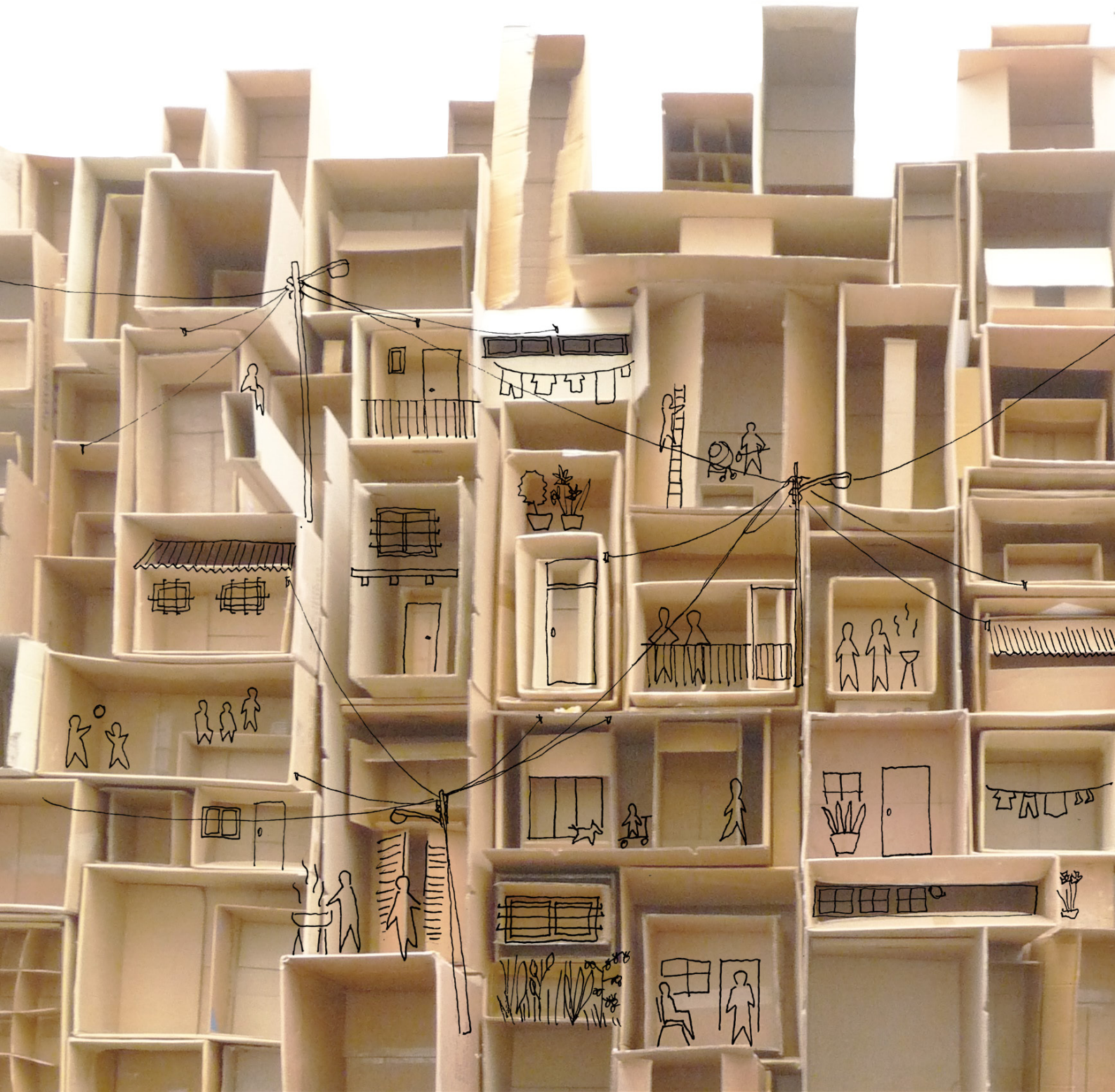
13 et 14 Novembre 2023

Regards croisés sur les habitats précaires

Perspectives internationales

Au Campus Condorcet

Contact : colloquehabitatsprecaires@gmail.com



Regards croisés sur les habitats précaires

Perspectives internationales

13 et 14 Novembre 2023 - Campus Condorcet Aubervilliers

Ce colloque a pour ambition d'ouvrir un espace de dialogue interdisciplinaire autour des habitats précaires et se propose de promouvoir des échanges scientifiques entre chercheur.e.s issus d'horizons géographiques divers.

À la suite des propositions d'Agnès Deboulet (2016a), le choix du terme d'« habitat précaire » part de la double intention d'englober les multiples expressions locales de ce phénomène et d'échapper aux catégorisations floues et ambiguës, axées sur une lecture binaire (et souvent simpliste) du monde : formel/informel, légal/illégal, ordre/désordre.. Ainsi, la notion large d'« habitat précaire » sur laquelle nous nous appuyons ici ne renvoie pas seulement à un habitat informel, illégal et auto-construit, mais peut aussi désigner des espaces sur lesquels pèsent des contraintes spécifiques en termes de dégradation du bâti, d'insuffisance dans l'accès aux infrastructures urbaines, aux services publics, ou dans la garantie des droits humains fondamentaux. Cela recouvre à la fois les bidonvilles, les camps de réfugiés (Agier et Bouagga, 2018), les platz (Véniat, 2018), les squats (Benarrosh-Orsoni 2009, Bouillon 2009) et les hôtels meublés (Levy-Vroelant 2000, Dietrich-Ragon 2011) mais aussi certains quartiers de logement social marqués par des conditions de vie dégradées et un traitement discriminatoire des habitants. L'approche comparative permettra de mettre au jour la diversité des formes d'habitat précaire dans différents pays et de questionner les effets de leur inscription dans l'espace urbain, de leur statut légal et de leur traitement politique tout en s'intéressant aux expériences de relégation et de résistance de leurs habitants.

Selon les estimations les plus récentes d'ONU-Habitat (2016), environ un tiers de la population mondiale vit actuellement dans des habitats précaires, ce qui représente 40% de la croissance urbaine au cours des dernières décennies (Deboulet, 2016b). Loin de se restreindre au Sud global, l'habitat précaire se développe également dans des pays dits développés, où le mal-logement reste un problème chronique. En France, par exemple, les années 1990 voient la réapparition de bidonvilles habités par des migrants venus d'Europe de l'Est, faisant écho à l'installation des travailleurs immigrés dans des baraquements de fortune au cours des années 1950 (Pétonnet, 1979 ; Sayad, 1995 ; Cohen, 2011). On voit également apparaître ces dernières années des campements improvisés construits par des migrants qui fuient des pays en guerre et viennent chercher refuge et asile en Europe. A l'échelle mondiale, ce développement prend en réalité des formes extrêmement variées. Ce sont d'abord les espaces de logement populaire, appelés, selon les lieux, slums, favelas, bidonvilles, barriades, townships, et dont la variété des désignations renvoie à autant de réalités urbaines différentes (Gilbert, 2007). Ces quartiers voient en général coexister plusieurs modalités de production de l'habitat (Leitão, 2009), mais se distinguent des autres espaces de la ville par l'importance en leur sein de l'auto-construction ou de l'auto-rénovation, le plus souvent consécutive à l'occupation d'espaces vacants (terrains et bâtiments). Produites et financées par les habitants eux-mêmes, ces formes de logement échappent le plus souvent aux modalités institutionnelles de la gestion et de la planification urbaine. Elles n'ont pas les mêmes niveaux d'accès aux infrastructures urbaines et aux services de base (eau, électricité, internet, services publics) et des formes de bâtis plus ou moins stabilisées et durables (ce qui se reflète en particulier dans le choix des matériaux : bois et tôle ou briques et béton). La notion de « quartiers précaires », entendue ici au sens large, peut également désigner certains quartiers de logement social marqués

par une détérioration du bâti et par des conditions de vie dégradées, ainsi que des bâtiments et/ou des terrains squattés. Quelle que soit leur forme, leur taille ou leur composition, ces différents habitats ont en commun d'être généralement perçus comme des territoires à part, désordonnés, dépourvus de règles ou de moralité, et constituant de ce fait une menace permanente pour l'ordre public.

Dans l'histoire de l'urbanisme, l'habitat précaire a longtemps été considéré comme un phénomène marginal et temporaire, et par conséquent comme un objet d'étude peu légitime (Deboulet et al, 2017). Sa forme urbaine et les modes de vie « déviants » qu'on lui attribue contrastent fortement avec les idéaux de modernité et les exigences esthétiques de l'urbanisme moderne, en particulier avec les principes rationalistes d'organisation et de développement de la ville (Vieira da Cunha et Mello, 2012) et les objectifs de nettoyage urbain qui y sont associés (Legros et Vitale, 2011). Loin de reconnaître la contribution de l'habitat précaire à la production de l'espace urbain contemporain, les urbanistes en ont longtemps préconisé la démolition. De nombreux pays ont élaboré de façon plus ou moins orchestrée des politiques publiques d'éradication de ces espaces et d'expulsion de leurs habitants : entre les années 1960 et 1970, la démolition de nombreuses favelas à Rio de Janeiro soumet leurs habitants à une « diaspora urbaine forcée », constituant un des épisodes les plus sombres de l'histoire de la ville (Vieira da Cunha et Mello, 2012). En Inde, les politiques de relogement forcé sont fréquemment dénoncées pour leurs atteintes aux droits humains, ce qui a été notamment bien documenté à Delhi (Dupont, 2016) ; en France, la politique de relogement des cités de transit dans les années 1970 s'avère désastreuse et conduit au désordre social (Pétonnet, 1979).

Si dès les années 1970, le débat international évolue d'une injonction à la résorption de l'habitat précaire vers une préférence pour l'amélioration et la réhabilitation, les mesures mises en place par de nombreux gouvernements locaux et nationaux sont souvent limitées en ressources, parcellaires, et manquent en général de continuité (Deboulet, 2016a). Ces programmes engendrent ainsi souvent de nouvelles inégalités, suscitent des dynamiques de spéculation immobilière et peuvent déboucher sur des processus de « slum gentrification » (Ascensão, 2018). Enfin, de nouvelles formes d'expulsion sont apparues plus récemment, s'appuyant notamment sur des arguments environnementaux et sécuritaires ; c'est le cas, dans le contexte de méga-événements sportifs, de nombreuses favelas à Rio de Janeiro (Soares Gonçalves, 2013). En Égypte les évictions sont en nombre croissant, en lien avec les politiques d'attractivité métropolitaine tandis que les déguerpissements en Afrique de l'Ouest se réduisent dans certains pays (Sénégal) mais augmentent dangereusement dans d'autres pays (Côte d'Ivoire, Bénin...). En France et en Europe, les préfetures et les municipalités mènent une politique d'évacuation systématique des campements illicites (Cousin, Legros, 2014), qui contraint les habitants à alterner occupations illégales, expulsions et retours au pays, ainsi qu'à subir harcèlement policier, arrestations et enfermement (Le Courant, 2018). Ainsi, ces habitats ne sont pas seulement « précaires » du fait des risques sanitaires et environnementaux auxquels ils s'exposent, de leur accès limité aux infrastructures urbaines ou de leur caractère initialement provisoire - mais aussi du fait de la menace quasi constante d'expulsion à laquelle ils doivent faire face (Deboulet, 2016 ; Aguilera, Bouillon, Lamotte, 2018).

Au cours des dernières décennies, les processus de ségrégation socio-spatiale tendent à s'intensifier sous l'effet de la croissance des grandes villes, de l'urbanisme normalisateur et des politiques urbaines. De nouvelles dynamiques de creusement des inégalités urbaines et de nouvelles formes d'exclusion sont apparues, renforcées par l'inaction des pouvoirs publics en matière de redistribution et de garantie du droit au logement (Vieira da Cunha, 2018). C'est à l'aune de ces transformations qu'il faut interroger le poids croissant des espaces d'habitat précaire au sein des villes, tout en s'attachant à réhabiliter leur rôle fondamental

dans la production de l'espace urbain. À ce titre, il ne s'agit pas seulement d'examiner les formes de dominations et d'inégalités socio-spatiales auxquelles renvoie nécessairement la notion d'habitat précaire, mais aussi de considérer les habitats précaires comme des lieux d'inventivité quotidienne (De Certeau et Mayol, 1994), de développement de nouvelles formes de citoyenneté (Berry-Chickaoui et Deboulet, 2002) et de fabrication de la ville (Agier, 1999). Bien que transitoires et rendus précaires par une menace constante d'expulsion, les bidonvilles et campements s'inscrivent de plus en plus dans un espace local et dans une temporalité étirée, qui voient leurs habitants mettre en œuvre des pratiques d'aménagement et d'appropriation au quotidien (Benarrosh-Orsoni, 2011 ; Veniat, 2018) et à partager des expériences de sociabilité.

Ce sont ces différents aspects qu'une approche situationnelle et ethnographique permet de ressaisir, en se montrant attentive à la densité des expériences de la vie en commun, du conflit et de la résistance qui se nouent au sein des habitats précaires. Dans cette perspective, ce colloque propose de réunir des chercheurs venus d'horizons géographiques et disciplinaires divers pour contribuer, à travers leurs travaux respectifs, ancrés dans une démarche ethnographique (Cefaï, 2010) à un exercice de réflexion commune et de comparaison à grande échelle.

Ce colloque propose d'articuler les réflexions autour de quatre axes principaux : les politiques publiques et leurs effets sur les habitants des quartiers précaires, les résistances quotidiennes des citoyens ordinaires et leur prolongement dans des mobilisations collectives, les expériences de l'habiter et les pratiques de sociabilité au quotidien ainsi que les éventuelles tensions dans la mise en commun des espaces, et enfin les multiples formes de violence dont font l'objet ces territoires et leurs habitants. Chacun de ces axes donnera lieu à un atelier (deux par journée) formé par trois ou quatre intervenants et un.e discutant.e. En complément des ateliers, nous prévoyons l'organisation d'un espace d'exposition de matériaux et images issues des divers terrains d'enquête : photographies, dessins, cartes, croquis, maquettes, documents audiovisuels. L'idée étant que les discussions portées dans les ateliers trouvent leur prolongement dans l'exploration de ces matériaux qui sont rarement donnés à voir. Enfin, le colloque se terminera par une table ronde avec trois chercheurs confirmés sur le thème : itinéraires de recherche et comparaisons internationales autour de l'habitat précaire.

Atelier 1 : Décrire les expériences de l'habiter et de la sociabilité dans les quartiers précaires

Cet atelier sera l'occasion de mettre en valeur les enquêtes ethnographiques portant sur les pratiques de l'habiter dans les quartiers précaires en se centrant à la fois sur la description de la vie quotidienne des habitants dans leur lieu de vie et aussi sur leurs circulations dans le quartier et dans la ville. On pourra documenter les stratégies d'occupation de l'espace, les pratiques d'auto-construction et les expériences de sociabilité quotidienne dans les quartiers d'habitat informel. Construire et faire évoluer soi-même son logement engage une série de ressources, de savoir-faire, mais aussi d'évaluations esthétiques et de choix architecturaux qui s'ancrent dans toute une poétique de l'espace (Bachelard, 1961) et dans la construction d'un rapport au « chez soi ». Par ailleurs, dans le sillage des travaux récents sur les stratégies d'appropriation de la ville et les activités de débrouille au quotidien, on pourra s'intéresser plus largement aux pratiques de circulation dans la ville en lien avec les activités de travail ou la fréquentation des écoles et des centres de santé. On pourra s'attacher à décrire le rôle des solidarités familiale et de voisinage dans la mise en commun des espaces et des ressources, ou au contraire mettre au jour les éventuelles tensions liées aux conditions de vie dégradées et à la promiscuité contrainte.

Atelier 2 : S'interroger sur les effets des politiques publiques : entre répression et participation

Les politiques publiques d'aménagement urbain, de rénovation urbaine ou de régularisation foncière produisent des effets complexes et ambivalents sur les quartiers précaires et leurs habitants. Quand bien même les décideurs en charge de ces interventions afficheraient un objectif d'amélioration de l'habitat indigne, ils produisent la plupart du temps des formes de précarité accrues, en particulier lorsqu'ils ont recours à des politiques d'expulsions systématiques. Dans plusieurs pays, la politique de résorption des quartiers précaires s'est traduite par des pratiques de répression et de déplacement forcé des populations qui étaient parfois installées depuis de nombreuses années (Bueno, 2000).

Bien qu'elles soient moins nombreuses, il existe aussi des interventions et des politiques publiques qui méritent d'être reconnues pour l'amélioration qu'elles permettent des espaces urbains et de l'habitat, et la réduction des inégalités socio-spatiales, tenant compte des enjeux environnementaux (Ferreira et al., 2019). Par ailleurs, bien que les notions de participation citoyenne et la démocratie locale aient le vent en poupe, les dispositifs mis en œuvre pour permettre cette participation sont habituellement insuffisants et, la plupart du temps, se limitent à la mobilisation de quelques acteurs déjà familiers de l'engagement politique local. On pourra aussi bien s'intéresser aux contradictions et aux défauts de ces interventions qu'à l'existence de pratiques plus respectueuses des habitants, ou davantage en continuité avec des initiatives citoyennes locales. Cet atelier permettra de documenter les effets des politiques publiques dans les quartiers précaires en s'interrogeant sur les circulations entre ces différentes expériences, aussi en mettant à l'épreuve l'hypothèse de la prédominance d'un traitement politique discriminatoire à l'encontre de ces populations.

Atelier 3 : Enquêter sur les violences, entre politiques sécuritaires et emprise du narcotrafic

La relation entre les pouvoirs publics, étatiques comme municipaux, et les populations urbaines pauvres, cache de multiples formes de violence. Que ce soit par l'intermédiaire de programmes d'urbanisation (légitimés par des discours modernisateurs, hygiénistes ou environnementaux) ou des programmes sécuritaires (politiques de « pacification » et de « civilisation », opérations contre le narcotrafic...), les autorités publiques ont conjugué le harcèlement policier, le contrôle, la répression et la persécution politique à la marginalisation, au recours aux expulsions et aux relogements forcés. Cela vient s'ajouter aux multiples expressions de la violence institutionnelle et des violences symboliques, souvent plus discrètes et insidieuses : discriminations sur les marchés de l'emploi et du logement, représentations stigmatisantes... Dans certains cas, ces populations longtemps maltraitées par les pouvoirs publics sont également prises en otage par la violence des cartels de drogues, des milices ou des mafias. Dans de nombreux pays d'Amérique Latine, les confrontations entre narcotrafiquants et forces de l'ordre se traduisent par un nombre alarmant d'homicides, dont les principales victimes sont des populations jeunes et racisées (Feltran, 2018). Ces violences s'ajoutent aux violences domestiques et aux violences sexistes et sexuelles, dont la dénonciation, dans les quartiers précaires, peut se heurter à des difficultés spécifiques.

Il s'agit dans cet atelier de donner un aperçu de la manifestation de ces multiples formes de violence sur les terrains d'enquête et d'être attentif aux modalités de résistance mises en œuvre par les habitants concernés. Plusieurs thèmes ou échelles d'observation sont possibles : par quelles actions l'Etat, les institutions publiques, les forces de l'ordre sont porteurs de violences institutionnelles et de discriminations raciales ? Comment ces dernières sont-elles problématisées, rendues publiques et combattues par les acteurs sociaux ? Comment ces violences se traduisent-elles dans le quotidien des territoires affectés, comment s'inscrivent-

elles dans les trajectoires de vie des riverains ou dans les espaces habités ? Comment affectent-elles le rapport entre ces quartiers et le reste de la ville ? Enfin, quelles stratégies, individuelles ou collectives, sont mises en œuvre pour contourner, faire face ou survivre dans de tels contextes ?

Atelier 4 : Étudier les mobilisations collectives et les résistances quotidiennes des habitants

Parce que l'existence des quartiers précaires est constamment menacée par les pouvoirs publics, leurs habitants sont fréquemment amenés à se coordonner et à agir collectivement pour éviter leur déplacement ou la démolition de leur logement. Mettant à profit pour ce faire les relations de voisinage et d'interconnaissance tissées au sein du quartier, ils s'attachent alors à développer des liens et des formes d'interlocution avec des acteurs du mouvement social ou du champ politique, des organisations non-gouvernementales, et des institutions publiques, et mettent à profit les relations de voisinage et d'interconnaissance qui les lient. Ils mettent en œuvre à cette occasion différents répertoires d'action - manifestations, occupations, interpellations médiatiques, recours en justice - , et doivent faire face aux efforts de démobilisation (Delfini, Talpin, Vulbeau, 2021) émanant, de façon plus ou moins intentionnelle et coordonnée, des pouvoirs publics et de leurs alliés (puisque ceux-ci s'appuient fréquemment sur les structures informelles du pouvoir local) : tentatives d'intimidation, de fragmentation du collectif, d'individualisation des négociations, de délégitimation des leaders, dispositifs de répression, etc.

Mais au-delà de ces temps de l'action collective mettant en œuvre des formes de dénonciation publique, le fait même d'investir les terrains considérés comme non-constructibles, les bâtiments abandonnés ou les interstices de la ville, constituent autant d'actes qui contrarient son ordre habituel et son organisation formelle, et peuvent donc être conçues comme des formes de résistance. Le rapport à la centralité est de ce point de vue essentiel : le fait d'aménager et d'occuper un immeuble vacant près du centre-ville, ou de construire sa baraque sur les pentes glissantes d'une colline surplombant les beaux quartiers, constituent autant d'oppositions silencieuses à la gentrification des centre-ville urbains et au rejet en périphérie des populations pauvres – processus que viennent en général accélérer les politiques de relogement forcé. Les habitats précaires peuvent-ils alors être perçus en eux-mêmes, dans leur existence et leur persistance quotidienne, comme autant de manières quotidiennes d'exercer un « droit à la ville », et du même coup un « droit à la centralité » (Lefebvre, 1961 ; Aguilera, Bouillon, 2013) ?

Exposition « La cuisine de l'ethnographe : matériaux et images d'enquête »

Les quartiers précaires sont des objets de recherche qui invitent à une approche pluridisciplinaire et au croisement de multiples techniques d'enquête. Ce sont des mondes urbains complexes et multiformes, habités par des populations aux profils sociaux distincts et aux trajectoires et aux expériences de vie plurielles. Pour saisir cette complexité, l'ethnographe est amené à s'intéresser aux origines de la formation du quartier et aux politiques publiques qui en ont façonné l'histoire ; à la production de l'habitat, aux formes architecturales et aux intérieurs domestiques ; aux aménagements des espaces collectifs, aux formes de sociabilité qui s'y déploient et aux conflits de voisinage ; aux expériences de vie des enfants et des adultes, aux effets des violences sur leurs trajectoires de vie ou aux stratégies collectives que les familles déploient pour y faire face, entre bien d'autres. Cette diversité d'objets possibles, couplée au caractère « sensible » (Bouillon, Fresia et Tallio, 2005), voire par moments hostile ou dangereux du terrain, requiert de l'enquêteur de faire preuve d'« imagination sociologique » (Mills, 1961) et de « flexibilité méthodologique » (Hannerz : 1983).

De façon assez inédite, nous proposons dans ce colloque de mettre en place un espace d'exposition qui donne à voir des matériaux d'enquête innovants, astucieux ou particulièrement parlants : photographies, portraits, cartes habitantes, cartes mentales, dessins, schémas, arbres généalogiques, extraits d'entretien, films, maquettes... L'intérêt de ces matériaux réside autant sur le fait qu'ils permettent d'approcher et d'appréhender différemment les quartiers précaires, que sur le fait qu'ils ont permis de surmonter certaines barrières méthodologiques.

Soumission des propositions

Les propositions de communication devront présenter la problématique, le cadrage théorique et méthodologique ainsi que les principaux résultats de l'enquête en valorisant la restitution de données ethnographiques de première main. Le format attendu est d'environ 5000 signes (bibliographie non comprise)

Les propositions de communication seront envoyées avant le 30 juillet 2023 à l'adresse : colloquehabitatsprecaires@gmail.com

En ce qui concerne l'espace d'exposition, il est demandé aux intéressés d'envoyer un document ou un ensemble de documents (s'il y a une cohérence entre eux) et de rédiger un texte d'environ 5000 signes qui restitue rapidement le contexte de l'enquête et présente l'intérêt du document apporté. Ces travaux seront exposés pendant les deux jours du colloque et feront l'objet d'une discussion collective le premier soir.

Comité d'organisation :

Joana Sisternas Tusell (CEMS - EHESS) - David Amalric (CEMS - EHESS) - Céline Véniat (CEMS- EHESS / ICM) - Marie Segonne (LAVUE - Paris 8) - Noel Manzano (DUyOP - UPM / Géographie-cité / EHESS) - Cinzia Losavio (Géographie-cités - Paris 1 / ICM)

Comité Scientifique :

Daniel Cefai (CEMS - EHESS), Valerie Clerc (CESSMA - IRD), Agnes Deboulet (LAVUE - Paris 8), Eric Denis (Géographie-cités - INSHS - CNRS), Marie Gibert-Flutre (CESSMA · UFR LCAO - Université Paris Cité), Gaia Maestri (School of Social Sciences and Humanities - Aston University), Elise Roche (IUL - Université Lumière Lyon 2), Neiva Vieira da Cunha (LeMetro - UFRJ / CEMS - EHESS)

Bibliographie indicative

Agier Michel M. 1999, *L'Invention de la ville : banlieues, townships, invasions et favelas*, Paris, Éditions des Archives contemporaines.

Agier M. 2008, *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*, Paris, Flammarion.

Aguilera Thomas, 2017, *Gouverner les illégalismes urbains. Les politiques publiques face aux squats et aux bidonvilles dans les régions de Paris et de Madrid*, Paris, Dalloz.

Aguilera T., Bouillon F. et Lamotte M. 2018, « Politiques de l'expulsion : acteurs, enjeux, effets ». *L'Année sociologique*, vol. 68(1), pp. 11-38.

Ascensão, E. 2018, « Slum gentrification » in Lees, L and Phillips, M (Eds) *Handbook of gentrification studies*. Cheltenham and Northampton: Edward Elgar Publishing.

- Benarrosh-Orsoni Norah, 2011, « Bricoler l'hospitalité publique : réflexions autour du relogement des Roms roumains à Montreuil », *Géocarrefour*, Vol. 86/1.
- Berry-Chikhaoui Isabelle et Deboulet Agnès (dir.), 2001, *Les compétences des citoyens dans le monde arabe : penser, faire et transformer la ville*, Paris, Editions Karthala/IRMC.
- Bouillon Florence. 2009. *Les mondes du squat. Anthropologie d'un habitat précaire*. Paris, PUF
- Bueno, L. 2000. *Projeto e favela: metodologia para projetos de urbanização*. Tese (Doutorado) - Faculdade de Arquitetura e Urbanismo da Universidade de São Paulo (FAUUSP), São Paulo.
- Cefaï Daniel (dir.), 2010, *L'engagement ethnographique*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- Cohen Muriel, 2011, « Les bidonvilles de Nanterre, entre «trop plein» de mémoire et silences », *Diasporas*, n° 17, p. 42-62.
- Cousin Grégoire et Legros Olivier, 2014. « Gouverner par l'évacuation ? L'exemple des campements illicites en Seine-Saint-Denis », *Annales de géographie*, vol. 700 n°6, p.1262-1284.
- Deboulet Agnes 2016(a), *Repenser les quartiers précaires*, France. Etudes de l'AFD.
- Deboulet Agnes 2016(b), « Le rêve mondial d'un univers urbain sans « bidonvilles » : Discours, mobilisations et mythe ». *Multitudes*, 64(3), pp. 121-130
- Deboulet et al, 2017. Coordination du numéro Actualité du Bidonville, *Urbanisme*, 2017, n°406
- De Certeau Michel et Mayol P. 1980, *L'invention du quotidien*. Paris, 10/18.
- De Jesus Carolina Maria. 1963. *Le Dépotoir*, trad. Violante do Canto, Paris, Stock.
- Dietrich-Ragon Pascale, 2011, *Le logement intolérable*, Paris, PUF.
- Erdi Lelaİndais Gülçin et Florin Bénédicte, 2016, « Pratiques sociales et spatiales de résistances discrètes dans la ville », *Cultures et Conflits*, n° 101/1, p. 7-17.
- Feltran Gabriel. 2018. *Irmãos: uma história do PCC*. São Paulo: Companhia das Letras.
- Ferreira L.; Oliveira P.; Iacovini V. 2019. *Dimensões do intervir em favelas: desafios e perspectivas*. São Paulo, Peabiru TCA.
- French et al. 2011, « Financializing Space, Spacing Financialization », *Progress in Human Geography*, vol. 35, n° 6, p. 798-819.
- Gilbert Alan, 2007. « The return of the slum: Does language matter? », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 31, n° 4, pp. 697-713.
- Halbert, 2013, « Les acteurs des marchés financiers font-ils la ville ? Vers un agenda de recherche », *EspacesTemps.net*.
- Legros Olivier et Vitale Tommaso, 2011, dossier « Les migrants roms dans les villes françaises et italiennes : mobilités, régulations et marginalités », *Géocarrefour*, n° 86.
- Leitão, G. 2009. *Dos barracos de madeira aos prédios de quitinetes: uma análise do processo de produção da moradia na favela da Rocinha, ao longo de cinquenta anos*, EDUFF, Rio de Janeiro, Brasil.
- Lévy-Vroelant Claire (dir.), 2000, *Logements de passage. Formes, normes, expériences*, Paris, L'Harmattan.
- Le Courant Stefan. 2018, « Expulser et menacer d'expulsion, les deux facettes d'un même gouvernement ? Les politiques de gestion de la migration irrégulière en France », *L'Année sociologique*, vol. 68, no. 1, pp. 211-232.

- Machado da Silva Luiz Antonio. (2016), *Fazendo a cidade: Trabalho, moradia e vida local entre as camadas populares urbanas*. Rio de Janeiro, Mórula.
- Maricato, Erminia. (1996), *Metrópole na periferia do capitalismo - desigualdade, ilegalidade e violência*. São Paulo, Hucitec.
- Mello Marco Antonio da Silva; Machado da Silva Luiz Antônio, Freire Leticia de Luna, Simoes Soraya Silveira (orgs.). (2012), *Favelas cariocas: Ontem e hoje*. Rio de Janeiro, Garamond/Faperj.
- Pétonnet Colette 2002, *On est tous dans le brouillard*, Paris, éd. du CTHS (1ère édition 1979).
- Perlman J. 1976, *The myth of marginality: urban poverty and politics in Rio de Janeiro*, University of California Press, Berkeley.
- Roche Elise. 2022, *Reloger les habitants des bidonvilles : un urbanisme en marge*, PUR.
- Sayad Abdelmalek, 1995, *Un Nanterre algérien, terre de bidonvilles*, Paris, Autrement.
- Soares Gonçalves R. 2013, « Une discipline olympique ? Le retour des politiques d'éradication des favelas à Rio de Janeiro », *Mouvements*, 2013/2 (n° 74), pp. 24-32.
- Valladares Licia, 2006, *La favela d'un siècle à l'autre*, Paris, Editions de la MSH
- Véniat Céline, 2020, *Se mobiliser contre l'expulsion d'un bidonville en région parisienne : Émotions, négociations en coulisses et processus de publicisation*, Sociologie et Sociétés, n° 51.
- Véniat Céline, 2018, « Se faire un «platz» dans la ville : Décrire les pratiques d'appropriation de familles roumaines vivant en bidonville », *Espaces et sociétés*, n°172-173.
- Vieira da Cunha Neiva ; Mello, Marco Antonio. 2012 « A UPP e o processo de urbanização na favela Santa Marta : notas de campo ». in *Favelas cariocas : Ontem e hoje*. Mello M. A. ; Machado da Silva L. A. ; Luna L. ; Simões S. (orgs.). Éditions Garamond, Rio de Janeiro, Brasil.
- Vieira da Cunha Neiva, 2018, « L'Expulsion comme mode de gouvernement. Les politiques des favelas à Rio ». *L'Année Sociologique*, vol. 68/2018 – n°1.
- Vieira da Cunha Neiva. 2006, *Histórias de favelas da Grande Tijuca*, Rio de Janeiro:IBASE-Agenda Social/RJ.
- Vieira da Cunha Neiva; Carmam, Maria; Segura, Ramiro. *Segregación y diferencia en la ciudad*. Quito : FLACSO, Sede Ecuador : Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO) : Ministerio de Desarrollo Urbano y Vivienda, 2013